



MERCREDI 28 AOÛT 2024



MATIN

09H00-10H45

SALLE 1

DROIT DE LA FAMILLE : LA FISCALITÉ EN DROIT DE LA FAMILLE

Fiscalité du divorce / un sujet sensible dont la maîtrise est essentielle pour les spécialistes en droit de la famille : les pièges de l'attribution gratuite du logement familial, stratégie fiscale de la prestation compensatoire, désolidarisation fiscale.

Stéphanie VANDALLE, Avocat au Barreau de Lille

SALLE 2

DROIT DES VICTIMES : LA PLACE DE L'AVOCAT DANS L'INDEMNISATION DES TROUBLES POST-TRAUMATIQUES

Que signifient choc post traumatique, préjudice moral et syndrome de stress post traumatique ? L'avocat a une place à prendre tant au stade du référé avec la rédaction de la mission d'expertise, que durant l'expertise (préparation du client, accedit, analyse du pré-rapport et rédaction des dires) ainsi que l'évaluation indemnitaire (amiable ou judiciaire).

Leo OLIVIER, Avocat au Barreau de Lille

SALLE 3

LES AVOCATS ET LA SÉCURITÉ INFORMATIQUE DE LEUR ACTIVITÉ

Les enjeux de cybersécurité pour les cabinets d'avocats : état de la menace, recommandations du CNB, mise en place des bonnes pratiques au sein du cabinet, pourquoi s'assurer contre le risque Cyber, comment réagir en cas de cyberattaque ?

Benjamin MOUROT, Avocat au Barreau de Lille

Joseph GRACEFFA, Président du CLUSIR*, Hauts-de-France

10H45-12H30

SALLE 1

DROIT DES MINEURS : LA MESURE ÉDUCATIVE JUDICIAIRE

Qu'elle soit préjudicielle ou prononcée à titre de sanction, quels sont les enjeux de la Mesure Educative Judiciaire ? En quoi diffère-t-elle des mesures de liberté surveillée ?

Comment s'articulent les différents modules ?

Quels sont les pouvoirs du juge des enfants, juge de l'application des peines et des mesures prononcées par le Tribunal pour enfant ?

Isabelle HENOCQUE, Avocat au Barreau de Lille

Mathieu GOZDZIASZEK, Juge pour enfant cabinet B, T.J de Lille

SALLE 2

DROIT DU DOMMAGE CORPOREL

Astuces pour présenter un dossier de dommage corporel devant la juridiction.

Comment mieux présenter les préjudices d'une victime afin de convaincre le Tribunal ?

Qu'attend le juge de l'indemnisation pour réparer les préjudices des victimes ?

Une approche concrète de la nomenclature Dintilhac.

Laure-Marie DESOUTTER, Avocat au Barreau de Lille

Laurence RUYSEN, Présidente, Chambre des liquidations de dommages et intérêts, T.J de Lille.

SALLE 3

LA PROTECTION DU SPORTIF PROFESSIONNEL

L'accompagnement du sportif dans le respect de ses droits, à l'échelle nationale et internationale.

Thomas NORMAND, Avocat au Barreau de Lille

Mathieu LE BESCOND DE COATPONT, Maître de Conférences, Responsable du parcours Droit du Sport, Université Lille

Camille CHEVRIER, étudiante Université Lille





MERCREDI 28 AOÛT 2024



APRÈS-MIDI

14H00 - 15H45

SALLE 1

DROIT DES SOCIÉTÉS : POINT D'ACTUALITÉ

Le droit des sociétés fait souvent l'objet d'une volonté de simplification par le législateur. Au cours de cette première partie de l'année 2024, différents textes ont ainsi assoupli le droit des sociétés, qui ne cesse d'être enrichi par la jurisprudence.

La formation des "Estivales" vous propose un regard croisé entre l'analyse des nouveautés textuelles et jurisprudentielles, et l'impact sur notre pratique en matière de droit des sociétés.

Benjamin CHEVALIER, Avocat au Barreau de Lille

Aurélia DURDA VENO, Avocat au Barreau de Lille

SALLE 2

DROIT FISCAL : RÉMUNÉRATION DES ASSOCIÉS DE SEL- NOUVELLE DONNE FISCALE

Le 15 décembre 2022, l'administration fiscale modifiait avec effet au 1er janvier 2023 sa doctrine sur le régime fiscal des associés de SEL. Devant les réactions suscitées par une telle modification non anticipée, l'administration a accordé une tolérance permettant de ne mettre en œuvre le passage au régime BNC qu'à compter du 1er janvier 2024. Fin 2023, la DLF apportait enfin quelques précisions suite aux nombreuses interrogations soulevées par cette modification. Le BOFIP était de nouveau modifié le 24 avril 2024 pour compléter les premiers commentaires. Quelques questions restent malgré tout encore en suspens. L'objectif de l'atelier est de faire un état des lieux des implications de cette réforme, qui nous concerne en tant qu'avocat associé de SELARL ou de SELAS, mais également nos clients de professions libérales.

Alice BAILLET, Avocat au Barreau de Lille

Louise DEBONNET, Avocat au Barreau de Lille

SALLE 3

RGPD : LES OBLIGATIONS DES AVOCATS

Vous souhaitez maîtriser les exigences du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) ? Participez à notre atelier sur les obligations des avocats en matière de RGPD et découvrez comment assurer la conformité de votre pratique tout en protégeant efficacement les données personnelles de vos clients. À travers des études de cas pratiques et des conseils, cet atelier vous fournira les outils indispensables pour naviguer dans le cadre réglementaire complexe du RGPD, prévenir les risques juridiques et renforcer la confiance de votre clientèle. Ne manquez pas cette opportunité de perfectionner vos compétences et d'actualiser vos connaissances.

Benjamin GRAS, Avocat au Barreau de Lille

Alexis GOURGUECHON, Juriste et responsable, pôle Privacy, cabinet Inside, Villeneuve d'Ascq

15H45 - 17H30

SALLE 1

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT : POINT D'ACTUALITÉ

Vous êtes intéressé(e) par le droit de l'environnement ? Ne ratez pas cet atelier, au cours duquel toute l'actualité du droit de l'environnement sera abordée.

Chloé SCHMIDT SARELS, Avocat au Barreau de Lille

Antoine CARPENTIER, Avocat au Barreau de Lille

SALLE 2

DROIT DES SÛRETÉS ET VOIES D'EXÉCUTION : POINT D'ACTUALITÉ

En participant à cet atelier, vous saurez tout de l'actualité du droit des sûretés et des voies d'exécution.

Zohra ABDELLATIF, Avocat au Barreau de Lille

Etienne DE MARICOURT, Juge de l'Exécution, TJ de Lille

SALLE 3

LOI SAPIN 2 : LES OBLIGATIONS DES AVOCATS

Vous êtes avocat et vous souhaitez assurer que votre pratique est en conformité avec la Loi Sapin 2 ? Rejoignez-nous pour un atelier convivial d'une durée de 1h30, où nous aborderons les obligations spécifiques des avocats en matière de prévention de la corruption et de la transparence. Cet atelier vise à sensibiliser les participants aux exigences de la Loi Sapin 2, en rappelant que la profession d'avocat est intrinsèquement concernée par cette législation. À travers des échanges interactifs et des exemples concrets, nous explorerons les bonnes pratiques et les outils nécessaires pour garantir la conformité. Participez à cette session enrichissante dans une ambiance détendue, propice à l'apprentissage et au partage d'expérience.

Benjamin GRAS, Avocat au Barreau de Lille

Damien DESTEE, Avocat au Barreau de Lille et responsable du pôle compliance

